



2001 SOMMET

UNE PUBLICATION ASSOCIÉE SUR LE SOMMET HÉMISPHERIQUE DE QUÉBEC • N° 6 • MARS 2001

Le Sommet du Canada : les Amériques à la croisée des chemins

À la veille du troisième Sommet des Amériques au Canada, les tensions et les enjeux montent. Sur la toile de fond de menaces d'affrontements dans la rue entre protestataires et forces de l'ordre, et de l'émergence de sérieuses divergences entre les pays sur la cadence et les priorités de l'intégration hémisphérique, les attentes ne sont peut-être pas en rapport avec les réalités; et ce n'est pas l'information erronée qui manque. Dans ce dernier bulletin avant le rassemblement de Québec, nous situons le contexte du Sommet canadien.

Les sceptiques et les adversaires font remarquer que plusieurs obstacles attendent les dirigeants à leur arrivée à la citadelle de Québec. Les médias et les protestataires anticommerce insistent pour parler du « Sommet du libre-échange », et refusent de reconnaître les nombreux autres points de l'ordre du jour visant à renforcer le tissu social et démocratique des pays de la région. Alors que les sondages au Canada font constater un appui pour le libre-échange, le commentaire politique reflète le mécontentement général à l'endroit du processus de mondialisation. En outre, un conflit de juridiction interne oppose le gouvernement fédéral et les dirigeants de la province de Québec au Canada au sujet du rôle à jouer au Sommet pour le premier ministre du Québec. De plus, de sérieuses réserves ont été soulevées au sujet du manque de transparence et de l'inaccessibilité pour les experts non gouvernementaux et les groupes de la société civile au site même de la réunion du Sommet. Soulignons également que de nombreux observateurs craignent que les tensions récentes qui ont marqué la relation bilatérale entre le Canada et le

Brésil ne puissent bloquer le dégagement d'un consensus à la réunion, compte tenu particulièrement de la tiédeur de l'enthousiasme du Brésil pour la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

À l'extérieur du Canada, les États-Unis, de loin le plus grand marché d'exportation des pays des Amériques, entrent en période de ralentissement économique. Une fois de plus, un président américain s'amènera probablement au Sommet sans le pouvoir de promotion commerciale accélérée qui envoie toujours un signal clair de l'engagement des États-Unis envers la cause du libre-échange, même si son administration est acquise au libre-échange dans les Amériques. D'autres observateurs craignent que le Sommet ne débouche pas sur une stratégie régionale face au danger clair et imminent que pose la détérioration du processus de paix en Colombie. L'Argentine met tous ses efforts dans la réfection de son économie et le Pérou vient tout juste de recommencer à reconstruire sa démocratie ravagée. Le nouveau président d'Haïti sera pressé de s'engager à respecter certaines normes élémentaires de démocratie et de gouvernance pour obtenir l'appui économique nécessaire pour les réformes dont son pays a un criant besoin.

Les sceptiques ne manqueront pas de faire remarquer les limitations de la diplomatie des sommets, en faisant valoir que les sommets qui connaissent du succès ne représentent en fin de compte qu'un processus sans grand impact. La nouvelle initiative antidrogue (mécanisme multilatéral d'évaluation) risque d'être rejetée comme inefficace. On fera valoir que les questions de politique qui

suite en page 2

Publiée par

SUMMIT OF THE AMERICAS CENTER
LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN CENTER
FLORIDA INTERNATIONAL UNIVERSITY
www.americasnet.net



FONDATION CANADIENNE POUR LES
AMÉRIQUES (FOCAL)
www.focal.ca

À signaler lors du Sommet de Québec

Le Sommet des Amériques du 20-22 avril prochain présente une occasion sans pareille aux organisateurs d'événements. Des milliers de personnes s'intéressant aux questions hémisphériques convergeront sur le Québec dans les jours précédant le rassemblement officiel des chefs d'État. Voici certains des événements intéressants au programme :

**La Conférence de Montréal :
Un libre-échange pour les Amériques,
enjeux et perspectives**
(Montréal, 17-20 avril 2001)

www.conferecedemontreal.com

Tous les printemps, la Conférence de Montréal rassemble chefs d'État, ministres, représentants d'organismes internationaux et gouvernementaux, directeurs de grands organismes internationaux et nationaux, chefs d'entreprise et grands experts, qui viennent des quatre coins du monde discuter de divers sujets liés à l'économie pour le nouveau siècle. La septième édition de cette conférence traitera de l'intégration économique des Amériques.

**Symposium hémisphérique
sur le commerce et le
développement durable**
(Québec, 17-19 avril 2001)

<http://www.iisd.org/trade/qc2001/>

Cet événement, coparrainé par l'Institut international du développement durable (IIDD) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN-Canada), regroupera 50 grands spécialistes et 150 leaders de la société civile, universitaires, décideurs et chefs d'entreprise des Amériques, dans le cadre d'un forum propice au dialogue sur le développement durable et l'intégration hémisphérique.

**Colloque sur la coopération
interaméricaine au-delà du
libre-échange**

(Québec, 17-19 avril 2001)

www.ulaval.ca/iquei/sommet2001.html

Ce colloque, organisé par l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHÉI), vise à faire mieux comprendre la coopération panaméricaine. Il portera sur la vaste gamme des initiatives de coopération interaméricaine dans des domaines comme l'environnement et la sécurité hémisphérique, avec un accent particulier sur le programme social sur lequel s'appuient le processus du Sommet et les négociations de la ZLEA. Les participants comprendront des spécialistes de toutes les Amériques, dont certains universitaires de renom d'Argentine, du Brésil, du Costa Rica, du Paraguay, du Mexique, des États-Unis et du Canada.

**Deuxième Sommet des peuples
des Amériques**

(Québec, 17-21 avril 2001)

www.sommetdespeuples.org

Cet événement, aussi appelé le Sommet parallèle, est organisé par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et *Common Frontiers*, en tant qu'initiative de l'Alliance sociale continentale. L'événement permettra à une vaste gamme d'organismes de discuter d'enjeux clés et d'avancer vers la construction de nouvelles propositions d'intégration dans de nombreux domaines comme les droits humains, syndicaux, sociaux, des femmes, de l'environnement et de l'éducation.

José Zaragoza
Analyste politique, FOCAL

Le Sommet du Canada : les Amériques à la cro

rejoignent les personnes dans leur quotidien, comme l'éducation et les soins de santé, demeurent essentiellement l'affaire des gouvernements nationaux, et que la seule stratégie de connectivité du Canada ne saurait corriger ces injustices sociales profondes. Un grand nombre demanderont si le Sommet est capable d'inspirer la volonté politique de trouver des solutions collectives aux vastes défis que représentent la pauvreté et l'injustice pour la région.

La perspective optimiste, par ailleurs, met en lumière le pouvoir et les possibilités des sommets. Au-delà des questions de processus, comme l'institutionnalisation du Sommet, la transformation de l'Organisation des États américains en véritable secrétariat des sommets ou la promotion d'une plus grande participation de la société civile à ces rassemblements, de nombreux experts font état de l'importante occasion qu'auront les dirigeants de nouer des relations personnelles au Sommet. L'intensification des dialogues sectoriels pilotés par les ministres de chaque gouvernement (justice, environnement, commerce, travail), ainsi que l'émergence de la collaboration entre parlementaires et maires sont des indicateurs de la viabilité d'une collectivité des Amériques. Ces dialogues sont des éléments clés de consensualisation dans l'hémisphère. La déclaration et le plan d'action du Sommet peuvent aussi envoyer de vigoureux signaux engageant les bureaucraties nationales à surmonter l'inertie et à améliorer la gouvernance au niveau national.

Chez les défenseurs des sommets, on espère bien fort que le Canada laissera sa marque sur le cycle des sommets de l'hémisphère, en enchâssant un langage clair pour la défense collective de la démocratie représentative, la promotion de stratégies d'inclusion pour tous les secteurs de la société dans les politiques publiques, et l'établissement de nouvelles normes—plus rigoureuses—pour la mesure des progrès dans des domaines comme les stratégies antidrogue, de lutte à la corruption, ou de la gestion de

Le discours parallèle

Dans les mois et les semaines qui ont précédé le Sommet des Amériques à Québec, il y a eu une prolifération d'initiatives et de propositions non gouvernementales reliées au Sommet. Plusieurs centaines d'organismes de l'ensemble de l'hémisphère ont participé à la consultation organisée par la Corporación Participa du Chili, et plusieurs gouvernements ont tenu, de leur propre initiative, des exercices officiels de consultation. L'Alliance sociale continentale organise un Sommet parallèle des peuples dans les jours qui précéderont l'assemblée officielle pour permettre aux organismes de défense des travailleurs, de l'environnement et des droits de la personne d'exprimer leurs préoccupations au sujet du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). D'autres groupes se mobilisent pour le Sommet de Québec, où ils feront connaître leurs opinions dans la rue. Ce sont ces groupes qui ont le plus retenu l'attention des médias à l'approche de la réunion qui se déroulera du 20 au 22 avril.

Les groupes qui s'opposent au processus du Sommet, et en particulier ceux qui manifesteront à l'extérieur du

périmètre de sécurité où se déroulera le Sommet, constituent un ensemble diversifié d'intervenants aux intérêts divergents. Néanmoins, la plupart seraient d'accord sur ce qui suit :

1. La « mondialisation » ou le « capitalisme mondial » menace de substituer la règle d'entreprise à la démocratie. En ce sens, le Québec n'est qu'une escale sur une longue route de manifestations, dont la plus célèbre a eu lieu à Seattle en novembre 1999 en marge des pourparlers de l'Organisation mondiale du commerce.
2. Le manque de transparence des négociations commerciales et de l'ensemble du processus du Sommet des Amériques est un grand problème. Les négociations de la ZLEA se poursuivent en dehors du cadre des débats publics et de l'examen parlementaire.
3. La libéralisation du commerce ne distribue pas la richesse aux pays en développement—du moins pas encore—mais on assiste plutôt à un élargissement du fossé entre riches et pauvres.

4. La libéralisation du commerce menace de brimer les droits de la personne dans l'hémisphère, et particulièrement les droits des femmes, des enfants et des minorités ethniques.

5. Le projet de ZLEA menace de faire tort à l'environnement et d'empiéter sur les droits syndicaux dans l'hémisphère. Plus particulièrement, l'accord commercial ferait franchir de nouvelles étapes vers un régime où la santé, l'éducation, le développement communautaire, l'environnement et le travail seraient soumis à la logique du marché libre et du contrôle d'entreprise, tout en marginalisant et limitant la réglementation et les contrôles nationaux. C'est particulièrement important pour les protestataires canadiens qui prétendent que le Sommet des Amériques et la ZLEA représentent une menace à la souveraineté canadienne.

Un grand nombre de ces questions sont légitimes, et certaines seront débattues simultanément par les délégués participant au Sommet de Québec. Manifestement, afin de rapprocher les partis, il faudrait de nouvelles mesures pour accroître la transparence du Sommet des Amériques et son ouverture au public. L'ouverture du dialogue et une plus grande interaction avantageraient tout le monde. Il est malheureux que ces questions risquent d'être éclipsées par une minorité d'intervenants qui semblent viser davantage à « fermer le Sommet » qu'à permettre un débat constructif sur les questions essentielles pour les peuples de l'hémisphère.

Pour obtenir de l'information supplémentaire, voir :

- Le processus de consultation de la Corporación Participa : www.sociedadcivil.org
- Le Sommet parallèle des peuples : www.asc-hsa.org/index2.html, www.web.net/comfront/, www.alternatives.ca/rqjc/
- Manifestations prévues contre le Sommet : <http://wtoaction.org/ftaa.phtml>

Stacey Wilson-Forsberg
Analyste politique, FOCAL

isée des chemins (suite de la page 1)

l'environnement. On espère enfin que le Canada saura se faire agent de consensualisation sur les difficiles questions de commerce, essentiellement en consolidant la volonté politique de maintenir l'objectif de 2005 pour les négociations de la ZLEA, et en abordant les préoccupations syndicales, environnementales et sociales qu'ont soulevées de si nombreux groupes dans l'ensemble des Amériques. Enfin, le Canada pourrait faire une contribution importante aux sommets en faisant prendre aux institutions financières internationales l'engagement de financer les mandats du Sommet. Ces initiatives pourraient contribuer à l'amélioration de la gouvernance et du développement dans les Amériques : sans faire souvent la une des journaux, ces questions revêtent pourtant une grande importance pour nos populations.

Telle est la croisée des chemins où se trouve le Sommet de Québec. L'incapacité de provoquer un déblocage sur les enjeux critiques par lesquels passe la poursuite du progrès et de la modernisation des Amériques ne servira les intérêts de personne, pas même des dissidents qui manifesteront en marge du Sommet. L'élan imprimé depuis les sommets de Miami et de Santiago doit être maintenu. Les groupes non gouvernementaux ont aussi un rôle à jouer pour faire en sorte que le Sommet du Canada améliore la coopération interaméricaine, en surveillant, suivant et évaluant les initiatives du Sommet—avec ou sans l'appui des gouvernements. Malgré l'extrême complexité de ce rôle et des défis que réserve l'avenir, la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) et le *Summit of the Americas Center* (SOAC) de l'Université internationale de la Floride demeurent résolus à appuyer cette vision collective.

Nobina Robinson
Directrice générale, FOCAL

Des questions plus difficiles attendent les nouveaux dirigeants à Québec

Plus de la moitié des dirigeants de l'hémisphère feront à Québec leur première expérience du Sommet des Amériques. Parmi les dirigeants arrivés au pouvoir depuis 1998, certains sont nouveaux dans leurs fonctions et d'autres y sont déjà bien installés. Le Sommet de 2001 leur réserve un fardeau plus lourd de tensions politiques régionales que celui qu'ont dû affronter leurs prédécesseurs à Santiago et à Miami. Si certains dirigeants peuvent avoir davantage envie de faire le jeu des protestataires que de discuter avec leurs collègues, le tumulte attendu dans les rues pourrait bien avoir son pendant dans les échanges acrimonieux qui opposeront certains des nouveaux venus dans le bloc hémisphérique.

Le désir des États-Unis et du Chili d'obtenir un appui retentissant pour un processus accéléré de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) semble être la grande ligne de force du Sommet. Le président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, mettra l'ensemble de son énergie à garder ses partenaires et associés du MERCOSUR alignés sur sa vision d'une Zone de libre-échange de l'Amérique du Sud (ZLEAS), dominée par le Brésil, tandis que Ricardo Lagos du Chili préférera se tourner vers le Nord. Lagos recherche déjà un accord accéléré avec le président des États-Unis, George W. Bush, pour solidifier l'objectif du Chili, soit un accord de libre-échange « ALENA-plus » avec le principal marché de la région. Fernando de la Rúa d'Argentine aura probablement peu de marge de manœuvre : son économie est en lambeaux, son gouvernement affaibli, et le sentiment protectionniste connaît un nouvel essor qui limite l'Argentine de mettre toute son énergie dans ses obligations envers le MERCOSUR, et encore plus dans la création d'une ZLEA.

Vicente Fox du Mexique n'est en fonction que depuis un mois de plus que Bush, mais les deux hommes se sont déjà rencontrés pour discuter des idées de Fox pour un élargissement de l'ALENA qui permettrait à de plus nombreux Mexicains de travailler légalement aux États-Unis. Dans l'ancienne administration du PRI, le Mexique a pris des initiatives décisives pour s'affirmer avec des accords de libre-échange (ALE) en Amérique centrale. Le dernier gouvernement mexicain s'est aussi opposé à une récente loi américaine accordant la parité ALENA aux pays du

bassin des Caraïbes, et on ne sait pas encore trop si l'administration Fox saura joindre le geste à la parole et appuyer clairement la ZLEA. Bush lui-même s'amènera au Sommet sans le pouvoir de la négociation accélérée—désormais appelé « pouvoir de promotion commerciale » ou PPC—qu'il avait l'intention de réclamer pour faire débloquer les négociations.

La flambée des prix du pétrole a mobilisé l'attention des 34 dirigeants, et le nouvel homme de pointe de l'OPEP, Hugo Chávez du Venezuela, semble être le candidat de choix pour un rôle de dissident à Québec. La rhétorique radicale et le populisme provocateur de ce président démocratiquement élu, ex-participant à un coup d'État—pour ne rien dire de l'accolade publique qu'il a donnée à Fidel Castro—n'en font pas l'enfant chéri des États-Unis, qui se sont curieusement abstenus de toute critique officielle jusqu'ici. Chávez est aussi intervenu dans le conflit armé de la Colombie, déclarant récemment que son pays est « neutre » dans ce tragique fatras.

L'inconfort d'Andrés Pastrana, le président de la Colombie, et homme par ailleurs aguerri, face à son premier voisin est une autre cause de friction en marge des délibérations de Québec. Après ses rencontres récentes avec Bush et les dirigeants du Congrès des États-Unis à Washington, Pastrana pourrait bien encore une fois rechercher l'appui de l'hémisphère pour son Plan Colombia. Il n'a pas fait très bonne figure sur d'autres tribunes, mais il se peut que la présence de Bush inspire une déclaration énergique dans le cadre de la campagne qui vise à fermer les portes de la ZLEA aux pays qui ne sont pas des démocraties.

Un grand nombre d'autres dirigeants de l'hémisphère ont de graves réserves et auront du mal à faire accepter la conclusion rapide d'une ZLEA dans leur pays. Malgré la vigoureuse campagne diplomatique du Canada, les tensions accumulées qui éclateront au Sommet de Québec rendent difficile toute tentative de prévision du dénouement. Le Sommet du Québec sera un événement médiatique fascinant, mais les divisions régionales croissantes pourraient entraver les progrès sur les problèmes réels.

Carl Cira
Directeur, Summit of the Americas Center
Université internationale de la Floride

Calendrier des événements reliés au Sommet

1^{er}-6 avril 2001

Modèle de l'OÉA
Buenos Aires (Argentine)

3-4 avril 2001

Réunion des ministres des Finances de l'hémisphère
Toronto (Canada)

5-6 avril 2001

6^e Forum des affaires des Amériques
Buenos Aires (Argentine)

7 avril 2001

Réunion des ministres du Commerce de l'hémisphère
Buenos Aires (Argentine)

16-17 avril 2001

XIII^e Réunion du groupe de suivi du Sommet (GSS)
Québec (Canada)

17-19 avril 2001

Colloque de l'IQHÉI sur la coopération internationale au-delà du libre-échange
Québec (Canada)

17-19 avril 2001

Symposium hémisphérique sur le commerce et le développement durable
Québec (Canada)

17-21 avril 2001

Sommet des peuples
Québec (Canada)

17-20 avril 2001

VII^e Édition de la conférence de Montréal : un libre-échange pour les Amériques, enjeux et perspectives
Montréal (Canada)

20-22 avril 2001

3^e Sommet des Amériques
Québec (Canada)

Contactez-nous!

Fondation canadienne pour les Amériques/
Canadian Foundation for the Americas
(FOCAL)

1 rue Nicholas, Bureau 720
Ottawa (Ontario) K1N 7B7
Tél. : (613) 562-0005, Téléc. : (613) 562-2525
courriel : focal@focal.ca

Summit of the Americas Center

Latin American and Caribbean Center
Florida International University
University Park, Miami, Florida 33199
Tél. : (305) 348-2894, Téléc. : (305) 348-3593
courriel : summit@fiu.edu